



Examen d'accréditation IAS.A. Exemples de questions

L'examen écrit de l'Institut des administrateurs de sociétés (IAS) permet d'évaluer les compétences fondées sur les connaissances jugées nécessaires pour être un administrateur efficace. L'examen compte 50 questions à choix multiple et questions vrai-faux.

Pour vous aider à vous préparer à l'examen écrit de l'IAS, voici un échantillon représentatif de questions possibles à passer en revue ainsi que des liens vers des ressources documentaires pertinentes. Merci.

Exemple de question 1.

Vrai ou faux? Un jeu complet d'états financiers pour une société ouverte canadienne ne comprend que ce qui suit : un état des résultats, un bilan et un état des flux de trésorerie.

- A Vrai
- B Faux

Réponse : B

Explication: Outre les états énumérés ci-dessus, un jeu d'états financiers comprend aussi un état des capitaux propres ou un état des bénéfices non répartis. Des notes doivent accompagner les états.

Exemple de question 2.

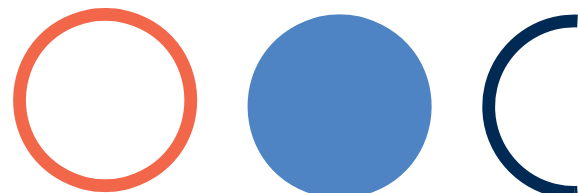
À quel moment le conseil doit-il enclencher le processus de planification de la relève au poste de chef de la direction?

- A Dès l'entrée en fonction du nouveau chef de la direction
- B De quatre à six ans avant le départ prévu du chef de la direction en poste
- C Deux ou trois ans avant le départ prévu du chef de la direction en poste
- D Immédiatement après que le chef de la direction et le conseil ont convenu de la date de départ du chef de la direction en poste
- E Dix-huit mois avant le départ prévu du chef de la direction en poste

Réponse : A

Explication: Le processus de planification de la relève au poste de chef de la direction doit être continu, et non pas épisodique. Peu après son entrée en fonction, le nouveau chef de la direction doit entamer des discussions avec le conseil d'administration sur le perfectionnement des candidats à sa succession.

Exemple de question 3.





Les lignes directrices des Autorités canadiennes en valeurs mobilières (ACVM) en matière de gouvernance recommandent à tout conseil d'administration, avant de nommer de nouveaux administrateurs, ce qui suit :

- A considérer les compétences et les aptitudes que devrait posséder le conseil
- B évaluer les compétences et les aptitudes que possèdent les administrateurs actuels
- C créer un comité des candidatures composé d'administrateurs indépendants
- D toutes ces réponses
- E seulement A et C

Réponse : D

Explication: Les nouvelles lignes directrices recommandent au comité des candidatures de suivre un processus rigoureux visant à déterminer les compétences requises, ainsi qu'à évaluer celles des administrateurs actuels.

Exemple de question 4.

Les organisations qui recherchent l'efficacité opérationnelle plutôt que l'innovation stratégique ont moins de chances de maximiser leur rendement du capital investi à long terme.

- A Vrai
- B Faux

Réponse : A

Explication: Trouver une proposition de valeur unique signifie que les concurrents ne rivalisent pas sur les prix et/ou sur l'ajout de services plus coûteux qui sont facilement imités et, par conséquent, produisent en moyenne un meilleur rendement pour les actionnaires.

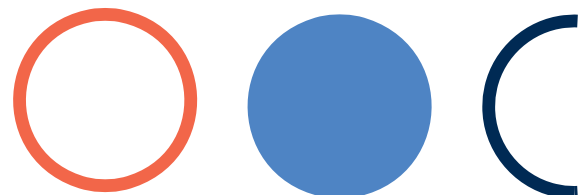
Exemple de question 5.

L'ancrage et l'ajustement renvoient à la façon dont les gens estiment souvent :

- A la valeur des choses lorsque cette valeur est incertaine
- B le prix à payer dans le cadre de transactions d'entreprise
- C les niveaux de rémunération appropriés
- D toutes ces réponses
- E aucune de ces réponses

Réponse : D

Explication : En règle générale, l'ancrage et l'ajustement renvoient à la façon dont les gens estiment habituellement la valeur d'un bien lorsque cette valeur est incertaine ou ambiguë. La réponse A est conforme à cette définition, et les réponses B et C renvoient plus particulièrement aux types d'estimations qui tiendraient compte de l'ancrage et de l'ajustement.





Exemple de question 6.

Au Canada, à qui les administrateurs doivent-ils rendre compte de leurs responsabilités de fiduciaires?

- A aux actionnaires
- B aux créanciers
- C à tous les intéressés
- D à la société (l'entreprise) E toutes ces réponses

Réponse : D

Exemple de question 7.

Quels sont les principaux éléments de risque à surveiller lors de l'analyse de l'acquisition potentielle d'une autre entreprise?

- A. Le prix offert dépend en grande partie des synergies attendues (générées par la réduction des frais généraux d'opérations futurs).
- B. L'estimation des synergies change à mesure que les enchères progressent.
- C. Il n'existe pas d'étude détaillée sur le processus d'intégration envisagé (post-fusion), ni sur les coûts qui y sont associés.
 - a. Toutes les réponses précédentes.
 - b. B et C.

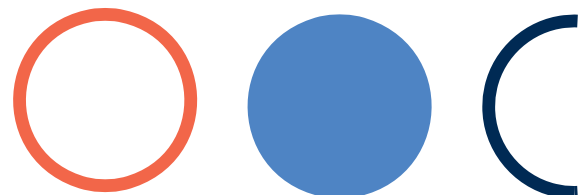
RÉPONSE : D

Explication : Dans la mesure où le marché attribue une juste valeur à une action, la seule justification de verser une prime à la valeur marchande réside dans l'existence de synergies potentielles. Donc, les synergies en soi ne sont pas une source de préoccupation importante. Mais la recherche a démontré que les estimés des synergies sont souvent incorrects, dans la mesure où ils surestiment les économies potentielles. Des changements significatifs quant à la valeur des synergies à mesure que les enchères montent (et ce en l'absence de nouvelles informations) sont le signe de l'absence d'un processus rigoureux et discipliné. De la même façon, l'absence de discussions autour des coûts d'intégration et d'un plan pour bien réussir celle-ci, est susceptible de favoriser une surenchère.

Exemple de question 8.

Généralement, un des points à l'ordre du jour de l'Assemblée générale annuelle comprend la nomination du vérificateur externe par :

- A Les actionnaires
- B La direction
- C Le conseil d'administration
- D Le vérificateur interne





E Aucune de ces réponses

Réponse : A

Exemple de question 9.

Un ensemble d'outils de mesure financière corrélés entre eux permet d'obtenir de bonnes mesures de performance d'une organisation. Vrai ou faux?

- A. Vrai
- B. Faux

Réponse : B

Explication : Un ensemble d'outils corrélés de mesure financière crée des mesures bien identifiées, mais susceptibles d'être manipulées.

Exemple de question 10.

Dans des transactions de F&A, où une entreprise ciblée n'a qu'une offre à examiner, quelles étapes le conseil devrait-il suivre pour évaluer cette offre?

- A Aucune action n'est requise si le prix offert est supérieur au cours moyen de l'action, pondéré en volume, pour les 20 jours précédents l'offre.
- B Solliciter le marché.
- C Obtenir une attestation d'équité
- D B et C

Réponse : D

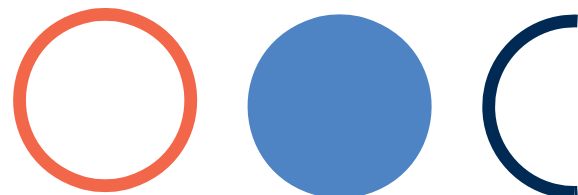
Explication : Les conseils doivent démontrer qu'ils ont exercé leur meilleur jugement d'affaires pour rencontrer leur obligation de diligence et bénéficier de la protection conféré par la règle de l'appréciation commerciale. Cela exige un processus d'évaluation de l'offre, ainsi, le fait de ne prendre en considération que le prix est clairement insuffisant. Solliciter le marché et obtenir des attestations d'équité sont des pratiques avisées. Cette question est couverte dans le document d'Osler, Hoskin & Harcourt sur les F&A qui est distribué en classe.

Exemple de question 11.

Les Lignes directrices en matière de gouvernance des ACVM proposent un certain nombre de recommandations relatives aux descriptions de tâches du président du conseil, du chef de la direction et des présidents de comité.

- A Vrai
- B Faux

Réponse : A





Explication :

Les descriptions de poste du président du conseil et de président de comité sont recommandées en raison de l'effet important de ces rôles sur l'ordre du jour du conseil et son efficacité globale. Une description claire du poste de chef de la direction contribue à établir la responsabilité du conseil par rapport à l'équipe de direction et aide le conseil à clarifier ses attentes à l'égard du chef de la direction,

Exemple de question 12.

Dans une offre de prise de contrôle, l'acquéreur peut opter entre 3 modes de paiement : en actions, au comptant ou une combinaison des deux. Quels facteurs les administrateurs devraient-ils considérer lorsqu'ils évaluent ces options de paiement?

- a. Avec les actions, la valeur que vos actionnaires reçoivent est plus sûre.
- b. Une telle transaction sera plus lente à conclure lorsque le paiement inclut une composante en actions, car elle exigera probablement l'approbation des actionnaires de l'entreprise ciblée.
- c. Si le paiement est composé d'actions, les actionnaires de l'entreprise acquise assumeront une partie du risque lié aux synergies escomptées de l'acquisition.

- A a et b
- B a et c
- C b et c
- D Toutes ces réponses

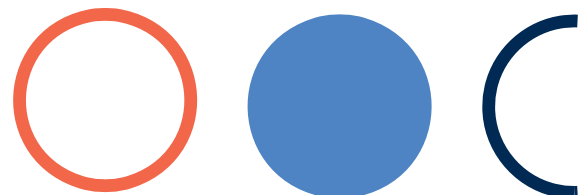
Réponse : C

Explication : À un cours fixe d'échange, vous spécifiez au préalable le nombre d'actions de l'acquéreur qui seront échangées contre les actions acquises. Comme le cours de l'action de l'acquéreur est affecté par l'annonce de l'offre (en moyenne, l'effet d'une annonce est négatif), la valeur en dollars de l'offre est différente après l'annonce de ce qui avait été calculé initialement. Par conséquent, la réponse (a) est fautive, dans la mesure où avec une offre en argent la valeur de l'offre demeure fixe en dollars. Le reste des résultats est probable avec une offre à cours fixe : un échange d'actions exige l'approbation des actionnaires de la cible alors que les offres en argent peuvent souvent être faites sans approbation; dans la mesure où les actionnaires de l'entreprise ciblée acceptent l'échange et ne vendent pas immédiatement leurs actions, ils courent le risque que les synergies escomptées dans la transaction ne se concrétisent pas.

Exemple de question 13.

À titre d'administrateur, vous vous interrogez sur l'efficacité des réunions de votre conseil. Laquelle des suggestions suivantes vous aiderait à réduire le temps passé sur des questions mineures ou courantes et permettrait au conseil de discuter d'enjeux plus élaborés.

- A Diviser les postes de chef de la direction et de président du conseil.
- B Créer un poste d'administrateur principal.
- C Mettre en place un agenda par consentement pour traiter des affaires courantes.





D Distribuer les documents du conseil le jour précédant la réunion du conseil.

Réponse : C

Explication : L'agenda par consentement (ou « résolutions en bloc ») permet de traiter les affaires courantes (p. ex., approbation du procès-verbal) hors réunion afin que le conseil puisse passer plus de temps sur les éléments importants à l'ordre du jour.

Exemple de question 14.

Quels sont les scénarios où, en dépit de la présence d'un avocat parmi les membres du conseil, celui-ci peut choisir de recourir à un conseiller juridique indépendant, par opposition à celui de l'entreprise?

- A. Toutes les fois que le conseil prend une décision.
- B. Si le conseil ne croit pas pouvoir obtenir un avis juridique approprié de la part du conseiller juridique de l'entreprise.
- C. Si le conseil a besoin d'un avis juridique relatif à une question dans laquelle la direction a un intérêt.
- D. Jamais – c'est du gaspillage.

- A A et B
- B B et C
- C A et C
- D A, B et C
- E Toutes ces réponses

Réponse : B

Exemple de question 15.

Des évaluations régulières du conseil, des comités et des administrateurs sont reconnues comme une des meilleures pratiques à utiliser aussi bien dans les secteurs à but lucratif qu'à but non lucratif.

- A. Vrai
- B. Faux

Réponse : A

Explication : Nous mesurons ce que nous valorisons. Si les conseils, les comités du conseil et les administrateurs à titre individuel sont censés ajouter de la valeur, alors nous devrions mesurer leur efficacité à y parvenir afin de l'améliorer.

